

<https://acdn.net/spip/spip.php?article323>



Le rêve méditerranéen de Nicolas Sarkozy : un cauchemar nucléaire

- Accueil - Actualités - Les lettres d'ACDN -

Date de mise en ligne : samedi 28 juillet 2007

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Faute d'empire colonial, Nicolas Sarkozy rêve d'une « Union méditerranéenne » initiée par lui-même, inspirée par la France, exploitée par Bouygues et Areva. Le ciment de cette Union-là sera nucléaire. Sa réalisation n'en est qu'aux balbutiements, mais le président français y met les bouchées doubles. Après l'Algérie, c'est la Libye qui se voit proposer une centrale nucléaire *made in France* - probablement un EPR.

Gageons que les autres pays du Maghreb et d'Afrique ne tarderont pas à recevoir des offres similaires (déjà la France est "disposée à [accompagner le Sénégal](#) dans son programme nucléaire"). Au-delà, c'est le marché des pays musulmans qui est visé, celui des pays émergents, et enfin, le monde entier : de la Chine, où Areva vient de décrocher « le plus gros contrat nucléaire du siècle » avec la construction de deux EPR valant quelque 6 milliards d'Euros, jusqu'aux Etats-Unis, où EDF vient de signer un [accord de partenariat avec "Constellation Energy"](#) pour construire et exploiter de futures centrales, en passant par la république de [Géorgie](#).

La France de Nicolas Sarkozy, c'est avant tout la France nucléaire, civile et militaire - civile parce que militaire.

Nicolas Sarkozy est l'homme de cette France-là, parce que c'est un homme de pouvoir et d'ambition, intelligent et volontaire. Il a compris mieux que personne -en tout cas mieux que ses adversaires- que l'arme nucléaire n'a rien à voir avec la sécurité du pays, pas plus que les centrales nucléaires n'ont à voir avec la production d'une énergie durable et la protection du climat. Il a compris que les armes nucléaires sont avant tout **un élixir de puissance**, mais que pour en jouir pleinement et durablement dans un monde qui mesure de mieux en mieux les dangers du nucléaire sous toutes ses formes et le conteste de plus en plus, il faut imposer le nucléaire pour s'imposer politiquement, il faut mener une politique résolument volontariste, une guerre de mouvement où interviennent simultanément les troupes du nucléaire militaire (recherche et développement de nouvelles armes, que l'on entend se réserver) et celles du nucléaire civil (politique agressive d'exportations de centrales, pour les autres).

Le point aveugle de cette politique, c'est son aboutissement : la catastrophe évidente et inéluctable, qui transformera le rêve en cauchemar.

Evidente, car il est évident que ce qui a valu pour Israël, l'Inde, le Pakistan, la Corée du Nord, l'Afrique du Sud de l'apartheid, l'Irak de Saddam Hussein, [le Brésil des militaires](#), et est reconnu valoir aujourd'hui pour l'Iran des mollahs vaudra pour tout pays détenteur de technologies, d'installations et de matériaux nucléaires obtenus et développés « à des fins pacifiques », qu'il s'agisse de l'Algérie du FLN et du FIS, de la Libye du colonel Kadhafi, de l'Egypte des frères musulmans, ou de n'importe quel autre impétrant. Un « détournement » militaire est si vite arrivé... Presque autant qu'un accident civil... ou militaire.

Catastrophe inéluctable, car les « protocoles additionnels » n'y feront rien : la prolifération continuera, justifiée par le refus des Etats nucléaires de s'engager dans l'élimination pourtant promise de leurs arsenaux, et alimentée par l'expansion du nucléaire civil. Un jour ou l'autre, il faudra donc subir quelque part une guerre nucléaire, ou conduire une « guerre préventive » de plus en plus à employer des armes nucléaires contre un pays qui en serait encore privé pour l'empêcher de se les procurer grâce à ses « techniciens civils ».

« *Preemptive war* », « *deterrent strike* », c'était dès 1990 la doctrine de fait de George Bush père en Irak ; c'est devenu officiellement celle de George Bush fils avec la « Nuclear Posture Review » (nouvelle posture nucléaire). C'était la doctrine de Jacques Chirac depuis son discours du 19 janvier 2006 à l'île Longue. C'est celle de Nicolas Sarkozy, connue depuis sa [lettre à ACDN du 18 avril 2007](#) et confirmée par son discours du 13 juillet 2007 à l'île Longue.

On n'a pas fini de mesurer les effets de cette stratégie. La responsabilité des adversaires politiques de Nicolas

Sarkozy qui n'ont pas su ni voulu marquer leur différence sur ce terrain est immense. Celle des journalistes français qui n'ont pas cherché à soulever la question centrale du rôle du président de la République en tant que chef des armées et détenteur de la décision nucléaire ne l'est pas moins.

La responsabilité des "pacifistes" et des "antinucléaires" dans cette situation n'est pas nulle non plus. Parmi les « abolitionnistes » français, ceux qui depuis des années croient pouvoir combattre le nucléaire militaire sans combattre le nucléaire civil se trompent lourdement, tout comme se sont trompés les « antinucléaires » qui, dans le même temps, croyaient pouvoir combattre le nucléaire civil indépendamment du nucléaire militaire. Selon certains de ces derniers, il était même possible d'empêcher la construction d'un EPR en Normandie, pourvu qu'on se contente de réclamer cela, rien que cela, et pourvu qu'on s'abstienne de réclamer la sortie du nucléaire, un "trop gros morceau" selon eux. Ils portent la responsabilité d'avoir détourné le mouvement antinucléaire de *sa revendication naturelle : la sortie conjointe et indissociable du nucléaire civil et du nucléaire militaire*. Ils y viennent maintenant, mais un peu tard : entre temps, **le candidat de la France nucléaire civile et militaire a été élu**. Voilà au moins ce que la tournée africaine de Nicolas Sarkozy aura eu le mérite de mettre en évidence.

Lors des campagnes présidentielle et législative de 2007, ACDN fut, à son grand regret, la seule ONG française à interpeller clairement les candidats et les partis politiques sur la question du désarmement nucléaire et à leur demander d'organiser, s'ils l'emportaient, un référendum sur cette question. ACDN fut également la seule ONG à appeler les électeurs à **ne voter en aucun cas pour Nicolas Sarkozy, en raison de la conception qu'il se faisait du pouvoir nucléaire présidentiel**.

Nonobstant cette prise de position claire et nette, ACDN a pris acte de l'élection de Nicolas Sarkozy, constaté sa volonté affichée d'« ouverture », et l'ayant entendu se proclamer « président de tous les Français » le soir de son élection, lui a écrit dès le 10 mai, se déclarant prête à le rencontrer et à lui exposer son point de vue.

Suite à ce courrier, la délégation d'ACDN reçue le 29 juin 2007 à la sous-direction du ministère des Affaires Etrangères chargée du désarmement et de la non-prolifération nucléaires a eu l'opportunité de développer pendant près de deux heures cette [Actualité du désarmement nucléaire](#). Ses interlocuteurs se sont montrés intéressés, et se sont engagés à transmettre à la présidence de la République les analyses et les arguments invoqués en faveur d'un changement de politique. C'est donc en parfaite connaissance de cause que Nicolas Sarkozy, qui avait déjà reçu une [réponse circonstanciée à ses lettres](#), a choisi de poursuivre la politique de son prédécesseur, Jacques Chirac, dans le sens du pire.

Et c'est pour avoir accepté le dialogue avec lui qu'ACDN est désormais fondée à conclure que ce dialogue ne sert à rien.

Ayant raté le coche des élections de 2007, les antinucléaires n'ont qu'une issue : convaincre la majorité du peuple français et de ses représentants actuels ou virtuels que la France doit changer radicalement de politique en matière de défense, de production et de consommation énergétiques, et de commerce extérieur. C'est un travail de longue haleine. Il n'interdit tout de même pas de tenter une action juridique, puisque après tout, par sa politique militaire nucléaire, la France enfreint la loi internationale. L'actualité le prouve, il arrive que les puissants eux-mêmes soient rattrapés par la loi. Alors pourquoi pas les puissances nucléaires, dont la France ?